

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 09 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **YOPLAIT PRODUCTION FRANCE**

Usine du Mans  
23 rue des Grandes Courbes  
72000 Le Mans

Références : 2023-494\_YOPLAIT FRANCE SAS\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0006301730

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2023 dans l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sécheresse 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- YOPLAIT PRODUCTION FRANCE
- 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société YOPLAIT France, implantée en ZI Sud au Mans, est spécialisée dans la fabrication de yaourts, fromages frais, crèmes fraîches et autres spécialités laitières. L'usine emploie 350 personnes. Elle transforme actuellement environ 800 000 litres de lait et produits laitiers (crèmes) par jour.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Ressources en eau - Constat visite du 18/06/2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Justificatifs sur les prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.1.1° et 6° et 4.III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Restrictions des prélèvements d'eau en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3	/	Sans objet
2	Arrêté sécheresse départemental	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 7	/	Sans objet
3	Prescriptions spécifiques applicables en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.4	/	Sans objet
5	Dispositif de suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.3	/	Sans objet
7	Etude technico-économique de réduction des consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2	/	Sans objet
8	Déclaration des prélèvements et volumes rejetés sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de son activité, la société YOPLAIT n'est pas soumise aux restrictions d'eau fixées à l'article 2 de l'arrêté ministériel (AM) du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE. Il est néanmoins rappelé à l'exploitant qu'il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées à partir du 06/10/2023, les éléments listés aux 1° et 6° de l'article 4.I de l'AM du 30/06/2023.

Les actions correctives menées ont permis de réduire significativement les dépassements du seuil de prélèvement autorisé dans le réseau public AEP précédemment constatés. L'exploitant envisage

de déposer un porter à connaissance au préfet pour solliciter une modification de la répartition des prélèvements entre les deux ressources du site (diminution du volume pour les forages et augmentation du volume pour l'AEP).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Restrictions des prélèvements d'eau en période de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'AM
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2023 :</p> <p>Article 1-I. - « Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. »</p> <p>Article 2</p> <p>I. - « Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li> <li>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li> <li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 %.</li> <li>- crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %. »</li> </ul> <p>II. - « Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. [...] »</p> <p>III. - « Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er. »</p> <p>Article 3 - « Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : voir détail dans l'AM [...] ;</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023. »</p> <p><b>Constats :</b> La société YOPLAIT exploite deux types de ressources en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- eau du réseau public :</li> </ul> <p>L'eau de ville alimente les usages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Alimentation du bassin de sprinklage ;</li> <li>Sanitaires des locaux des services techniques ;</li> </ul>

Sanitaires des ateliers et de la plateforme logistique ;  
Restaurant d'entreprise ;  
Locaux du comité d'entreprise ;  
Station d'épuration ;  
Locaux de Sodial Union ;  
Réseau incendie ;  
Préparation des polymères de l'usine de traitement ;  
Nanofiltration ;  
Reconstitution du lait.

- eau provenant de 2 forages (1 et 2) captant la nappe des sables et grès du Cénomaniens sarthois libres et captifs.

Les principaux usages avec l'eau issue des forages sont :

Production d'eau adoucie ;

Alimentation de l'atelier de réception du lait ;

Alimentation des tours NH3 pour la production d'eau glacée (1°C) et d'eau glycolée (-8°C) ;

Alimentation de la zone de fabrication des yaourts (lavage et pousse à l'eau) ;

Alimentation de la zone de fabrication des fromages ;

Alimentation de la NEP (nettoyage en place) pour le lavage des lignes de production et de conditionnement ;

Production d'eau chaude ;

Lavage des filtres à sable de la station de traitement.

En réponse à l'enquête régionale menée par la DREAL Pays de la Loire suite à la parution de l'AM du 30/06/2023, la société YOPLAIT a déclaré le 05 juillet 2023 :

- un prélèvement annuel d'eau de 650660 m3 en 2022,

- que son activité est concernée par l'exclusion "transformation agroalimentaire en flux poussé" (activité unique du site),

- que le site a réduit ses prélèvements d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 (réduction de 29 % déclarée).

En l'état des éléments d'appréciation à sa connaissance, l'Inspection n'a pas d'observation quant au positionnement sur le champ d'exemption visé au 1° de l'article 3 de l'AM du 30/06/2023.

En revanche, au vu des déclarations GEREP effectuées par l'exploitant :

- 2017 : 786 335 m3,

- 2018 : 716 224 m3,

- 2019 : 635 234 m3,

- 2020 : 653 376 m3,

- 2021 : 643 349 m3,

- 2022 : 649 590 m3,

il est constaté une diminution inférieure à 20 % entre 2017 (année de référence prise dans le cadre de l'AM du 30/06/2023) et 2022.

Aussi, le site n'est pas concerné par l'exemption visée au 2° de l'article 3 de l'AM du 30/06/2023.

→ Le site est concerné par l'exemption visée au 1° de l'article 3 de l'AM du 30/06/2023. Le site n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023, et n'est donc pas soumis aux restrictions d'eau prescrites dans cet article.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## N° 2 : Arrêté sécheresse départemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'arrêté cadre départemental
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral cadre sécheresse du 30/06/2020 :  « Les ICPE soumises au régime de déclaration, celles autorisées ou enregistrées dont les arrêtés ne contiennent pas de disposition spécifique prévoyant les mesures proportionnées à prendre en cas de franchissement des seuils de gestion (vigilance V, alerte A, alerte renforcée AR et crise C) relèvent des dispositions prévues pour la catégorie 1 « autres usages professionnels ». »  Définition des mesures applicables en fonction des niveaux de restrictions - autres usages professionnels : - Pour les « usages strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (artisanat, industries, ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques) » : * aux seuils vigilance et alerte : autolimitation * au seuil alerte renforcée : objectif de réduction de 20 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas de disposition) * au seuil de crise : arrêt des prélèvements sur décision du préfet - Pour les « usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée » : * au seuil vigilance : autolimitation * au seuil alerte : interdiction de 8 h à 20 h * aux seuils alerte renforcée et crise : interdiction
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation dispose de prescriptions spécifiques applicables au site en période de sécheresse. De ce fait, les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur (AP du 30/06/2020 à la date de la visite) ne s'appliquent pas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Prescriptions spécifiques applicables en période de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prescriptions spécifiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions suivantes en cas de situation hydrologique critique et notamment en cas de sécheresse équivalente à celle de l'été 2003 devront être respectées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en phase de vigilance, l'exploitant s'assure que le niveau de la nappe ne varie pas de manière significative ;</li> <li>• en phase de surveillance (premier niveau de crise), l'exploitant met en place une surveillance systématique du niveau de la nappe et fait parvenir les résultats chaque semaine à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur l'évolution des observations ; il en informe le préfet et propose les mesures qu'il envisage de prendre avec mention des délais de mise en œuvre ; l'exploitant met également en œuvre les dispositions de l'alinéa 4 ci-dessous concernant la sensibilisation du personnel au bon usage de l'eau ;</li> <li>• en phase de restriction (deuxième niveau de crise), dans le cas où une évolution significative de la hauteur de la nappe ou du réapprovisionnement des forages apparaît, l'exploitant informe le préfet et l'inspection des installations classées pour que les dispositions de crise soient examinées. En cas de sécheresse, l'exploitant est tenu de prendre les dispositions, en terme d'exploitation, permettant de limiter l'usage de l'eau en vue de respecter les conditions fixées ci-dessus.</li> </ul>

L'exploitant élabore une procédure interne visant à l'application de ces dispositions dans le respect prioritaire de la sécurité des installations. Cette procédure est transmise à l'inspection des installations classées.

En cas de sécheresse et lorsque la phase de vigilance est atteinte, l'exploitant s'engage à rappeler au personnel, par tous les moyens qui lui paraissent adaptés, les dispositions de l'article 74 du présent arrêté, concernant la prévention des pollutions accidentelles dans le domaine de l'eau.

**Constats :**

À la date de la visite le 22/08/2023, un arrêté plaçant certains bassins hydrographiques du département de la Sarthe sous le régime de limitation ou suspension temporaire des usages de l'eau est en vigueur : arrêté préfectoral du 08/08/2023 (l'arrêté préfectoral du 22/08/2023 n'étant applicable qu'à compter du lendemain de sa publication). Cet arrêté place la zone "Sarthe-Aval" en seuil de « Vigilance ».

L'exploitant a bien connaissance des zones d'alerte de l'AP cadre qui concernent ses prélèvements. Il procède à une consultation régulière du site Propluvia afin de connaître le niveau des restrictions applicables.

L'exploitant procède à un suivi pointu et régulier de ses volumes prélevés et consommés. Toute anomalie des débits pompés au niveau des forages qui serait due à un abaissement du niveau de la nappe serait détectée rapidement.

Le suivi des consommations en eau fait partie des indicateurs de pilotage présentés à la Direction chaque semaine.

Dès mi-mars et a minima à chaque franchissement d'un seuil de gestion, l'exploitant communique à l'ensemble du personnel par l'intermédiaire de mails et d'affichages spécifiques aux niveaux des ateliers. Les consignes (économies d'eau, risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, etc.) sont régulièrement rappelées.

En période de sécheresse, l'exploitant impose à la coopérative SODIAAL d'arrêter le lavage extérieur des camions.

Les justificatifs de ces actions ont été présentés en séance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Ressources en eau - Constat visite du 18/06/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Consommation d'eau limitée à 2 400 m3/j pour l'eau provenant des forages (nappe du Cénomanien) et à 100 m3/j pour l'eau provenant du réseau public.
<b>Constats :</b> Lors des visites d'inspection du 18 juin 2021 et du 18 août 2022, il avait été constaté que le seuil de prélèvement autorisé dans le réseau public n'était pas respecté. Il était demandé à l'exploitant de trouver une solution pérenne pour se mettre en conformité.

L'exploitant a présenté les tableaux récapitulant les dépassements de volumes autorisés pour 2022 et 2023.

Sur la même période de janvier à juillet inclus, les dépassements ont diminué de manière significative : 31 dépassements en 2022 (4937 m3) contre 13 dépassements en 2023 (2441 m3).

Les dépassements les plus importants (7 au total, soit 1827 m3 en février 2023) sont dus à un problème d'encrassement du réseau. Ce dernier étant lié à une cristallisation de la soude, le mode d'injection de la soude a été modifié et un indicateur de différence de fonctionnement des pompes pour prévenir un éventuel bouchage a été mis en place.

Il est à noter que l'ensemble des actions correctives faisant suite à des dépassements sont présentées à l'Inspection de manière régulière (mails d'information systématiques).

L'exploitant a indiqué que la modification du process pour utiliser de l'eau de forage à la place de l'eau de ville lors des opérations de pousses à l'eau a bien été réalisée (opérationnelle depuis septembre 2022).

Interrogé en séance, l'exploitant indique souhaiter une modification de la répartition des prélèvements entre les deux ressources (diminution du volume pour les forages et augmentation du volume pour l'AEP).

L'Inspection a rappelé qu'une demande de modification de prescription de ce type nécessitait le dépôt d'un dossier de porter à connaissance au préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. L'accord du gestionnaire du réseau AEP est à transmettre dans le dossier. Il sera également nécessaire de justifier que l'augmentation de consommation sur l'AEP sollicitée ne nécessitera pas une autorisation de prélèvement modificative ou nouvelle pour l'AEP.

-> Dans l'attente de ces éléments, la non-conformité relative au dépassement du seuil de prélèvement autorisé dans le réseau public est reconduite.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Dispositif de suivi des prélèvements

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Surveillance des prélèvements (toutes ressources)

**Prescription contrôlée :**

Les arrivées d'eau sont munies d'un dispositif totalisateur dont les mesures des quantités prélevées sont enregistrées régulièrement, a minima tous les jours.

Un ratio de consommation spécifique est suivi régulièrement et tracé par l'exploitant.

**Constats :**

Les volumes prélevés sont relevés :

- automatiquement et manuellement par une société extérieure de manière quotidienne pour les compteurs des forages 1 et 2,
- manuellement par une société extérieure de manière quotidienne pour les deux compteurs "Achat eau de ville" situés au Nord du site (dont compteur général) et manuellement par une société extérieure de manière hebdomadaire pour les deux compteurs "Achat eau de ville" situés au Sud du site (dont restaurant).

Les relevés journaliers sont réalisés du lundi au vendredi (la production est arrêtée entre samedi en milieu de journée et dimanche en milieu de journée).



L'exploitant suit le ratio entre le volume d'eau prélevé et la production de l'usine. Il varie entre 4 et 6 m<sup>3</sup>/T.

Lors de la visite d'inspection du 18 août 2022, l'Inspection avait proposé à l'exploitant de procéder à l'identification physique des forages/piézomètres avec leur code BSS. Suite à la visite, par mail du 23 août 2023, l'exploitant a confirmé que la commande venait d'être passée. Un justificatif attestant de sa mise en place (photo par exemple) devra être transmis à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Justificatifs sur les prélèvements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.1° et 6° et 4.III

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'AM

**Prescription contrôlée :**

« I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :  
1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 m<sup>3</sup>/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.III. – « L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois (avant le 06/10/2023) après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. »

**Constats :**

Pour tous les exploitants, même ceux exemptés de l'application de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023, les éléments détaillés aux points 1° et 6° de l'article 4 de l'AM doivent être établis et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  
Ces éléments ne sont pas encore établis et formalisés par l'exploitant.

-> L'exploitant veillera à établir d'ici le 06/10/2023 les éléments détaillés aux points 1° et 6° de l'article 4 de l'AM du 30/06/2023.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Etude technico-économique de réduction des consommations d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Etude technico-économique de réduction des consommations d'eau

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé :

- des prélèvements ;
- des consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosages,

lavages...);

- des dispositifs de surveillance ;
- des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.

Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution à mettre en place. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps).

Le diagnostic doit aborder 2 volets :

- l'utilisation rationnelle de l'eau de manière pérenne visant à favoriser les économies d'eau et la maîtrise des prélèvements ;
- les mesures de réduction temporaires en gestion de crise lorsque les seuils d'alerte sur la ressource sont dépassés (arrêtés préfectoraux sécheresse) et que des restrictions des usages sont nécessaires.

[...]

Au vu du diagnostic et de l'analyse technico-économique, l'exploitant définit :

les actions de réduction d'eau pérennes à mettre en place qui permettent de limiter les consommations d'eau. Un échéancier de mise en place est proposé ;

les actions à mettre en place en période de crise, graduées si nécessaire en fonction des niveaux atteints lors des périodes de sécheresse.

les limitations voire les suppressions de rejets aqueux dans le milieu, en cas de situation hydrologique critique.

Le diagnostic, l'analyse technico-économique et l'échéancier sont envoyés à l'inspection des installations classées avant le 1er juillet 2020. »

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis en avril 2022 son étude technico-économique. Elle liste des solutions de réductions pérennes (gestion préventive), parmi lesquelles :

- Récupération de l'eau de lavage des filtres : une étude de faisabilité complète a été réalisée par la société IRH; le gain de consommation pourrait être de 90 000 m3/an. Une demande d'investissement a été formulée à la Direction et un retour est attendu d'ici la fin de l'année.

- Optimisation des volumes d'eau de la NEP :

La première solution étudiée consiste en la mise en place de capteurs (capteurs Opti<sup>2</sup>Clean) qui permettraient d'analyser en continu l'eau de lavage afin d'optimiser le temps nécessaire de chaque lavage.

Une seconde étude réalisée en 2016 et mise à jour en 2020, concerne la mise en place au niveau de la NEP de la technologie GreenCIP, en complément des capteurs. Cette technologie consiste en la régénération des solutions de lavages industrielles (solutions de soude et d'acide) utilisées au niveau de la NEP.

L'exploitant indique que des tests avec des capteurs Opti<sup>2</sup>Clean ont été réalisés en 2021 sur une ligne de NEP de la REP. Les éventuels gains n'étant pas significatifs, l'exploitant n'a pas donné suite à ces travaux (y compris pour GreenCIP).

Les différentes actions de réduction effectivement mises en place et les réductions des consommations d'eau obtenues chiffrées devront être détaillées (à intégrer dans les éléments attendus en application de l'AM du 30/06/2023, voir constat ci-dessus).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 8 : Déclaration des prélèvements et volumes rejetés sur GEREP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, GEREP

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

[...]

- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an

- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;"

**Constats :**

Les volumes prélevés et rejetés sont bien déclarés annuellement sur GEREP.

En revanche, il est noté une différence entre le volume de prélèvement total déclaré dans GEREP pour 2022 (649 590 m<sup>3</sup>) et celui déclaré à l'occasion de l'enquête régionale menée par la DREAL Pays de la Loire suite à la parution de l'AM du 30/06/2023 (650 660 m<sup>3</sup>).

Les informations déclarées à l'Inspection ne sont pas cohérentes. Une attention doit être portée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet